Alexandra Kollontai – révolutionnaire et féministe

En Russie, le 8 mars 1917, Journée internationale des femmes (23 février 1917 selon le calendrier grégorien), des ouvrières du textile déclenchent la révolution russe. Après un hiver de misère insupportable, ouvrières et ménagères défilent dans les rues de Petrograd pour réclamer du pain, le retour de leurs maris partis au front, la paix et… la république. Cela malgré des consignes du parti bolchévique de ne pas manifester. Un grand nombre d'ouvriers des usines se joignent à la grève et participent à leur cortège. Ce fut « le premier jour de la Révolution » comme le reconnaît Trotski dans son Histoire de la révolution russe. Du textile, la grève s'étend rapidement à tout le prolétariat de Petrograd. Les manifestantEs scandent « du pain », suivi de « paix immédiate », puis « à bas le tsar ». La grève de masse se transforme en insurrection, lorsque la garnison rejoint les insurgés, les soldats se rangent du côté des manifestants et en cinq jours le régime autocratique est balayé.

Les femmes ont donc joué un rôle important dans la chute du régime tsariste et ont également été protagonistes dans les premières années de l'élan révolutionnaire où tout semblait possible. Aujourd'hui, si on parle de révolution russe on y associe surtout des hommes, comme Lénine, Trotski, Kamenev, Kerenski et j'en passe. Rarement, ou entre parenthèses, on mentionne Krupskaja, Inessa Armand et Alexandra Kollontai. Ce fut la dernière qui avait les idées les plus avancées sur la libération des femmes, notamment en ce qui concerne la libération sexuelle.

Kollontai et la révolution de 1905

Alexandra Domontowitsch est née à Saint Petersbourg en 1872,

fille d'un général russe, elle était mariée à Vladimir Kollontai, dont elle porta le nom, mais s'éloignait de lui comme elle s'intéressait de plus en plus aux idées révolutionnaires. Elle étudiait la psychologie de l'enfance et les théories d'éducation (Froebel). Une expérience clef pour elle fut la grève de 1896 des ouvrières du textile. Elle partit étudier l'économie politique à Zurich et écrivait une « ***Histoire du mouvement des femmes ouvrières »[1]*** où elle décrivit le militantisme des femmes de St. Pétersbourg dans les années 1890. Dans un texte de 1920 « ***Pour une histoire du mouvement ouvrier féminin de Russie*** »[2] elle reprend ses idées de l'époque :

« *Il convient de noter que les vagues spontanées de grèves qui, dans les années 1870 et au début des années 1880, poussèrent le prolétariat russe à l'action, touchèrent en particulier l'industrie textile, où une force de travail féminin à bon marché était invariablement employée …/… Il n'en était pas moins extraordinaire que la jeune travailleuse, politiquement naïve et ployant désespérément sous le poids de rudes, d'insupportables conditions de travail, méprisée par tous (même par la moitié féminine de la petite-bourgeoisie urbaine dont elle différait par sa ferme fidélité aux vieilles traditions paysannes) soit à l'avant-garde, combattant pour les droits de la classe ouvrière et pour l'émancipation des femmes* ».

En 1905, après le dimanche rouge, où des centaines d'ouvriers et d'ouvrières manifestant paisiblement furent massacrés par les forces tsaristes, l'exclusion des femmes des élections des députés ouvriers de la commission Chidlovsky, instaurée par le tsar pour examiner les raisons de ce massacre (sic !), fut la source d'un profond mécontentement entre elles.

> *« Les députées ouvrières ne sont pas autorisées à siéger à la commission dont vous avez la présidence. Cette décision est injuste. Dans les usines et fabriques de Saint-Pétersbourg,*

il y a plus de femmes que d'hommes. Le nombre de femmes employées dans les usines textiles augmente chaque année. Les hommes se dirigent vers les usines offrant de meilleurs salaires. La charge de travail des femmes est plus lourde. Les employeurs profitent de notre impuissance et de notre absence de droits. Nous sommes plus mal traitées que les hommes et payées moins qu'eux. Quand cette commission a été annoncée, nos cœurs se sont remplis d'espoirs ; enfin, avons-nous pensé, le moment approche où l'ouvrière de Saint-Pétersbourg pourra s'adresser à la Russie entière et, au nom de toutes ses sœurs ouvrières, révéler l'oppression, les insultes et les humiliations dont nous souffrons et auxquelles les ouvriers hommes ne connaissent rien. Et alors que nous avions déjà choisi nos représentantes, nous avons été informées que seuls des hommes pouvaient être élus députés »

Le droit de vote et les féministes « bourgeoises »

La question du droit de vote pour les femmes demeurait un sujet d'actualité, en Europe comme en Russie, où des organisations de « femmes bourgeoises » collectaient des signatures y compris dans les milieux ouvriers où la pétition fut massivement signée.

Kollontai explique cela par le fait que « *les ouvrières commençaient à prendre conscience de leur statut politique inférieur en tant que femme, mais étaient encore incapables de mettre cela en relation avec la lutte générale de leur classe. Elles avaient encore à trouver le chemin qui mènerait à la libération des femmes prolétaires. Elles s'accrochaient encore aux jupons des féministes bourgeoises. Les féministes usaient de tous les moyens possibles pour établir des contacts avec les ouvrières et les gagner à leur cause. Elles essayèrent de recueillir leur soutien et de les organiser au sein d'unions prétendument situées « au-delà des classes », mais qui étaient*

en fait bourgeoises de part en part. Cependant, un sain instinct de classe et une profonde méfiance à l'égard des « dames » préservèrent les ouvrières du féminisme et empêcha toute relation durable et solide avec les féministes bourgeoises. »

Même si, à l'époque, il est vrai qu'un gouffre séparait les intérêts des femmes de la bourgeoisie de ceux des ouvrières, il n'en reste pas moins qu'il y avait des revendications qui les unissaient, ce que Kollontai n'admettait pas, elle défendait la suprématie absolue des intérêts de classe et se moquait du « féminisme » bourgeois. L'aspiration à l'« action indépendante » formulée par les féministes bourgeoises était selon elle secondaire. Leurs préoccupations étaient étroites et elles formulaient *« des « revendications féminines » exclusivement. Les féministes ne pouvaient pas comprendre la dimension de classe du mouvement embryonnaire des ouvrières. »* Elle ne voyait pas que la naissance d'un mouvement féministe même dans les classes bourgeoises était elle-même le fruit d'une époque révolutionnaire, et que les revendications féministes allaient aussi à l'encontre du régime autocratique tsariste. Par ailleurs, elle se souciait que même des sociales-démocrates, des menchéviks et… quelques bolchéviques sympathisaient avec les nouvelles organisations féministes créées après 1906. *« À cette époque, la position à présent acceptée par tous – que, dans une société fondée sur les contradictions de classes, il n'y a pas de place pour un mouvement des femmes embrassant sans distinction toutes les femmes – devait être conquise de haute lutte. Le monde des femmes est divisé, comme celui des hommes, en deux camps : l'un est, en termes d'idées, d'objectifs et d'intérêts, proche de la bourgeoisie, l'autre du prolétariat, dont les aspirations à la liberté renferment l'entière solution de la question féminine. Ainsi, les deux groupes, bien qu'ils partagent le slogan général de la « libération des femmes », ont des objectifs différents, des intérêts différents et des méthodes de lutte différentes. »*

Entretemps, les revendications sur les droits civiques faisaient tâche d'huile chez les ouvrières qui se les appropriaient tout naturellement.

Lettre à la première Douma en 1906 : « *En ce grand moment de lutte pour les droits, nous, les paysannes du village de Nagatkino, saluons les représentants élus qui expriment leurs suspicions à l'égard du gouvernement en réclamant la démission du ministère. Nous espérons que les représentants soutiendront les membres du peuple, leur donneront des terres et la liberté et ouvriront les portes des prisons pour libérer ceux qui combattent pour la liberté et le bonheur du peuple. Nous espérons que les représentants obtiendront les droits civiques et politiques pour eux-mêmes et pour nous, les femmes russes, qui sommes traitées avec injustice et privées de droits, y compris au sein de nos familles. Souvenez-vous qu'une esclave ne peut être la mère d'un citoyen libre.* » (Soixante-quinze femmes de Nagatkino.)

Kollontai est d'avis que « *les femmes du prolétariat …/… ne considèrent certainement pas les hommes comme des ennemis ou des oppresseurs. Pour elles, les hommes de la classe ouvrière sont des camarades qui partagent la même triste existence ; ce sont de fidèles combattants dans la lutte pour un avenir meilleur. Les mêmes conditions sociales accablent les femmes et leurs camarades masculins, les mêmes chaînes du capitalisme pèsent sur eux et assombrissent leur vie. Il est vrai que certaines spécificités de la situation présente engendrent un double fardeau pour la femme, et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre font que, parfois, la femme est perçue comme l'ennemi plutôt que comme l'ami des hommes. La classe ouvrière comprend néanmoins cette situation.* »[3]

A cause de la répression farouche contre les révolutionnaires, Kollontai dut quitter la Russie durant les années 1907-1917. Elle visita l'Allemagne, y participa au Congrès international de l'Internationale socialiste, précédée d'une conférence des

femmes socialistes, où justement la question du droit de vote fut vivement débattue. En Autriche, où le droit de vote pour les ouvriers masculins n'était pas encore acquis, les hommes socialistes argumentaient de revendiquer d'abord le droit de vote pour les hommes et puis celui pour les femmes. Clara Zetkin, Kollontai et les autres femmes présentes étaient strictement contre cette attitude. Le militarisme et la guerre étaient les autres sujets principaux de ce congrès. Les divergences en cette manière mèneront plus tard à la destruction de la Deuxième Internationale. [4]

Ces discussions influençaient aussi l'effondrement du mouvement de femmes pour le droit de vote où les courants pour ou contre la guerre, le nationalisme et le militarisme ne rendaient plus une action unitaire possible (p.ex. le mouvement des suffragettes en GB). La vision de Kollontai sur les intérêts divergents de classe dans le mouvement des femmes avait donc une part de vérité. Mais elle ignorait aussi les différents courants des suffragettes, comme le groupe de Sylvia Pankhurst qui ne se limitait pas à la revendication du droit de vote, mais exigeait le salaire égal, luttait contre l'arrestation de femmes comme prostituées, parce qu'elles se promenaient seules, gérait une crèche et une fabrique de jouets.

Pendant ses années d'exile elle séjournait également aux Etats Unis, en Angleterre et devenait l'amie de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, les deux révolutionnaires allemands, qui plus tard se prononçaient contre la guerre, en opposition avec la majorité des socialistEs allemandEs.

La révolution

En 1917, Kollontai rentre en Russie après la révolution de février. En avril, elle soutenait les thèses de Lénine sur la prise de pouvoir immédiate par les soviets, la conquête de la majorité pour les bolchéviques dans les soviets et la fin de

la guerre etc… Elle devenait la première femme membre du Comité central et après la révolution, Ministre des Affaires sociales et plus tard responsable pour l'éducation. Ses idées pour la libération des femmes en Russie et surtout pendant les premières années révolutionnaires sont indéniables. Dès la prise de pouvoir, les bolchéviques ont introduit des changements majeurs pour la condition des femmes, au travail et dans la vie quotidienne. Assurance-maladie gratuite, création d'un Département pour la protection de la maternité et de l'enfance. En six mois, la dominance de l'Eglise sur le contrôle des mariages fut balayée par l'introduction du divorce par consentement mutuel, et l'égalité des femmes devant la loi dans tous ses domaines fut établie. Un véritable exploit dans un pays rétrograde soumis à une répression féroce tel qu'était la Russie de l'époque avant la révolution. Des équipements collectifs étaient créés pour permettre aux femmes de se libérer des tâches domestiques ingrates en vue d'une socialisation du travail domestique. Mais les femmes de la campagne opposaient parfois une grande résistance aux tentatives d'en haut pour abolir les divisions sexuelles du travail. Dans les villes, les ouvrières étaient plus enclines à envisager un changement dans les relations familiales et à accepter des cantines et des crèches, étant donné que par les conditions de travail difficiles la famille de toute façon se désagrégeait, mais sans qu'une alternative valable de la vie en commun ne se pointe à l'horizon.

La guerre civile faisait rage, beaucoup de révolutionnaires de la première heure avaient disparu, la Russie était isolée, la famine et la pauvreté s'installaient. Kollontai, dans un élan d'enthousiasme sous-estimait la persévérance des attitudes et de la culture anciennes, à l'extérieur comme à l'intérieur du parti. A cause des changements majeurs dans les premières années de la révolution, elle imaginait déjà la disparition de la famille et du travail domestique. Mais la famille redevint le seul havre de paix et de sécurité après les épreuves terribles vécues par la population.

Ses idées sur le marxisme et la libération sexuelle allaient à l'encontre de la morale réactionnaire de beaucoup de ses camarades du parti, à plus forte raison lorsqu'elle faisait partie de l'opposition. En outre, à une époque où une contraception sûre n'était pas accessible, les conséquences de l'amour libre ne pouvaient mener qu'à des situations de détresse pour les femmes. Ses idées dans ce domaine étaient d'avant-garde et non reprises par les masses de femmes russes.

L'avortement ne fut légalisé qu'en 1920. Il était justifié par la « survivance de la morale du passé et des conditions économiques difficiles du présent, qui contraignent de nombreuses femmes à recourir à cette intervention », mais c'était un fléau qu'il fallait faire disparaître. La question de la contraception et du contrôle de la fécondité par les femmes n'était pas posée.[5]

Lors de la discussion sur la marche que devait emprunter la révolution, Kollontai faisait partie de l'Opposition ouvrière et se confrontait avec Trotzki e.a. sur la gestion des entreprises par les ouvriers eux-mêmes ou par une instance centrale, l'Etat. Il s'agissait de la question combien d'autonomie donner aux différents groupes sans mettre en question la révolution elle-même. Lorsque l'Opposition ouvrière fut qualifiée de fraction, ses idées opprimées et que progressivement les purges staliniennes annihilaient physiquement toute opposition, les possibilités d'expérimenter des idées nouvelles, de créer une nouvelle culture s'arrêtaient. Kollontai était mutée au Ministère des Affaires Etrangères et partait en mission en Norvège, au Mexique et en Suède. Elle fut épargnée des purges, parce qu'elle cessait de poser des questions dérangeantes. Elle mourut en 1952 à l'âge de 80 ans.

« Ses arguments pour l'organisation spécifique des femmes, son insistance non seulement sur l'émancipation politique mais aussi sur la situation dans la famille et les effets

psychologiques de centaines d'années d'oppression sur la conscience des femmes nous concernent encore maintenant. Son importance pour le contrôle d'en bas, son emphase pour comprendre la création d'une culture nouvelle et la reconnaissance d'une relation entre expérience personnelle et conscience politique sont intéressants pour le mouvement révolutionnaire en général. »[6]

Résistance à l'organisation des femmes par les socialistes

Dans les années 1905-1907, la tentative d'organiser les femmes ouvrières dans des organisations indépendantes ne rencontrait pas mal de résistance dans les partis ouvriers. Kollontai était membre du parti menchévik, mais se dirigeait politiquement vers les bolchéviks. « *La direction du parti était absorbée dans des tâches sérieuses et urgentes et, bien qu'elle ait reconnu sur le principe l'utilité de ce type de travail, elle ne fit rien pour aider ou soutenir le travail du groupe. Les camarades de base ne saisissaient souvent pas le sens de ce que nous faisions et identifiaient nos activités à celles du « féminisme abhorré ». Ils ne prodiguaient aucun encouragement et allaient même jusqu'à essayer d'entraver les activités du groupe.* » Kollontai essaye de trouver une excuse à cette attitude sans comprendre entièrement qu'avec ses attaques des féministes « bourgeoises », elle avait livré elle-même l'argument contre l'organisation indépendante des femmes ouvrières : « *Une telle attitude était fondée sur la peur, aisément compréhensible, que les ouvrières puissent quitter le mouvement de classe auquel elles appartenaient et tomber dans le piège du féminisme. » (sic !)*

Néanmoins, les activistes (féministes dirait-on aujourd'hui) socialistes continuaient leur travail d'organisation chez les ouvrières et des clubs foisonnaient partout. Ainsi, en 1908, au Congrès panrusse de femmes, convoqué par les organisations de femmes bourgeoises, 45 femmes des 700 participantes furent des socialistes et 30 d'entre elles furent des ouvrières

d’usine.

Reconnaissance du droit d’organisation des femmes jusqu’à sa négation

Le principe d’organisation spécifique des femmes au sein du parti fut graduellement acquis, mais la discussion fut cantonnée à l’organisation à l’intérieur du parti. On n’envisageait pas la possibilité d’un mouvement à l’extérieur du parti, considéré automatiquement comme bourgeois. Cependant, des organisations de femmes social-démocrates avaient existé dans les pays scandinaves dans les années 20, jusqu’à ce que le mouvement communiste international leur ordonne de fusionner avec les organisations du parti. [7]

En Russie, après la révolution, en 1918, au Congrès des ouvrières et paysannes on relevait un réseau national d’organisations de femmes, les « départements » qui recevaient de plus en plus de pouvoir d’initiative. Les Genotdel, comme on les appelait étaient représentées à toutes les instances du parti, elles avaient leurs locaux, éditaient des journaux et défendaient les intérêts des femmes dans le parti, dans les syndicats et dans les soviets.

Avec l’introduction de la NEP, la réduction draconienne des dépenses publiques et la suspension des crédits pour les équipements collectifs, on s’appuyait sur l’impossibilité momentanée de prendre des mesures pour la libération des femmes pour grignoter les droits des départements de femmes. Peu à peu et surtout avec la contre-révolution stalinienne, les genotdel disparaissaient pour finalement être déclarées « superflues », leur journal « Kommunitska » ne paraissait plus et la libération de la femme fut déclarée acquise !

---

[1] Non traduit du russe

[2] Les citations en lettres cursives proviennent de ce texte

[3] Souligné par nous

[4] Alexandra Kollontai

Women Workers Struggle for their Rights

Extrait de l'introduction de Sheila Rowbotham (traduit par nos soins)

[5] Femmes et mouvement ouvrier éditions la brèche, article d'Alix Holt p.109-114

[6] Idem Alexandra Kollontai…

[7] Femmes et mouvement ouvrier … p.126

Trump und Konsorten: Frauenrechte in Gefahr

US-Präsident Donald Trump hat zu Beginn seiner ersten vollen Woche im Amt eine Regelung über den Umgang mit Abtreibungen geändert. Durch seine « Executive Order » dürfen ausländische Organisationen künftig nur dann Entwicklungshilfe von den USA bekommen, wenn sie keine Abtreibungsberatung anbieten oder Abtreibungsempfehlungen aussprechen. Das schließt Schwangerschaftsberatungen mit ein, in denen lediglich darauf hingewiesen wird, dass Abtreibung im Land eine legale Option darstellt. Die Entscheidung Trumps sollte niemanden überraschen, sagte Sean Spicer, neuer Sprecher des Weißen Hauses: *« Ich denke, der Präsident hat kein Geheimnis daraus*

gemacht, dass er ein Pro-Life-Präsident ist. » Frauenrechtsorganisationen warnen davor, dass Frauen in Entwicklungsländern den Preis für die Regelung bezahlen würden.

Deswegen, und um gegen die sexistischen und misogynen Äußerungen Trumps vor, während und nach seiner Wahl zu protestieren, waren am Tag der Einsetzung Trumps Millionen Frauen weltweit auf der Straße. Eine halbe Million Menschen allein in Washington, zehntausende trugen symbolisch rosa Wollmützen mit Katzenohren: « Pussy Hats ». Beim « Women's March » ging es bei weitem nicht nur um Frauenrechte, sondern auch um Diskriminierung der LGBTI Gemeinschaft, um Rassismus, Einwanderung, Umweltschutz und Menschenrechte im Allgemeinen. Die Märsche waren eine Möglichkeit, der Frustration über den Wahlausgang Ausdruck zu verleihen. Aufgrund des amerikanischen Wahlsystems der Wahl"männer" hatte Hillary Clinton die Wahl am 8. November verloren, obwohl sie 2,8 Millionen Stimmen mehr erhalten hatte als Trump.

Ein großer Erfolg also für die Organisator*innen, allerdings fraglich, ob dieser Marsch die Politik Trumps beeinflussen wird. Er will die Mächtigen (Männer) hinter sich scharen, Steuern für die Industrie senken, Umweltschutzauflagen abschaffen und dadurch Arbeitsplätze schaffen (unter welchen Bedingungen wird nicht hinterfragt).

Sagen wir es klar hinaus. Ein eisiger Wind weht den Frauen weltweit ins Gesicht und die wenigen Zugeständnisse, die die Frauen erkämpft haben, werden zurückgenommen.
So in Russland, wo zwischen 12- 14000 Frauen jedes Jahr als Opfer häuslicher Gewalt ums Leben kommen. Wer dort seine Frau, Kinder oder andere Angehörige verprügelte, wurde mit bis zu zwei Jahren Haft bestraft. Doch wenn es nach der konservativen Abgeordneten Jelena Misulina geht, der Vorsitzenden der Kommission für Familie Frauen und Kinder der Duma, verschlechtert ein Gefängnisaufenthalt wegen eines « leichten

Schlages » lediglich das Familienklima! Misulina feierte ihren ersten Erfolg im Parlament: 368 der 450 Abgeordneten stimmten in erster Lesung für ihren Gesetzesentwurf zur Abschaffung der Bestrafung; die zweite Lesung ist am 25. Januar geplant. Die 62-Jährige war auch eine der treibenden Kräfte hinter dem Gesetz gegen sogenannte Homosexuellen-Propaganda.

Ob Frauen oder Männer, die Ultrarechten sind auf dem Vormarsch, auch in Europa (Polen, Ungarn etc.). Petry, Le Pen und Konsorten können nur durch eine massive Mobilisierung gestoppt werden.

Rechnen… und kürzen

Im europäischen Vergleich ist Luxemburg eines der Länder wo der Anteil der Familienzulagen an den Sozialleistungen am höchsten ist. 16,2% aller Sozialleistungen bestehen aus Familienzulagen (Kindergeld, Erziehungszulage, Kinderboni, Geburtszulagen, chèque-service…). Schon die vorherigen Regierungen hatten ihres getan, dies zu ändern zum Beispiel durch die Desindexierung des Kindergeldes oder indem sie das Kindergeld auf 18 Jahre beschränkten und die Studienbeihilfen reformierten, um so die alleinigen in Luxemburg ansässigen Studenten zu begünstigen, und die Kinder der ausländischen ArbeitnehmerInnen von den Zulagen auszuschliessen. Diese Reform wurde jedoch vom europäischen Gerichtshof gekippt, so dass Millionen Rückzahlungen ins Haus stehen.

Ein kleiner historischer Exkurs, der vielleicht einige Sichtweisen zurechtrücken wird: Die Familienzulagen wurden Anfang des 20. Jahrhunderts eingeführt. Sie sollten dem

Arbeiter erlauben, seine Familie in der er der Alleinversorger war, über die Runden zu bringen und seine Ehefrau sollte sich darum kümmern, wenn möglich weitere gesunde Arbeiter großzuziehen, die die Ablösung garantierten. Ein kräftiger Schuss patriarchalische Weltsicht, die auch in den Gewerkschaften grassierte, tat Seines dazu. Frauen raus aus den Fabriken, und in ihre angestammte Rolle als Heimchen am Herd und als Kindererzieherin, dies war auch aus gewerkschaftlicher Sicht ein Fortschritt.

Frau zwischen Kinder und Küche

Das Bezahlen des Kindergeldes war Sache des Patronats, die ersten wurden in der Stahlindustrie in den Jahren 1916/17 ausbezahlt. Auch bei der Gründung der Nationalen Kasse für Familienzulagen waren die Arbeitgeber und die Selbstständigen die Geldgeber für das Kindergeld. Bis 1994 beschlossen wurde, dass der Staat die Kosten übernimmt.

Die neue Ministerin wird wohl kaum eine andere Richtung in Sachen Familienzulagen einschlagen als ihre Vorgängerinnen. Obwohl uns weisgemacht werden soll, dass die Gelder versiegen, wird die Rückkehr zur alten Finanzierungsmethode über Beträge der Betriebe nicht zur Debatte gestellt. Im Jahre 2012 hat der Staat diese Beiträge bezahlt und so dem Patronat 225,816 Millionen Euros geschenkt. Von der Wiederindexierung des Kindergeldes, wie sie die Gewerkschaften fordern, will die Ministerin auch nichts wissen. Neue Pisten werden angedacht, um die Ausgaben zu zügeln, nicht etwa aber um eine Verbesserung für die Familien zu erreichen.

In einer Studie der Generalinspektion der Sozialversicherungen werden diese Pisten erläutert. Eine Versteuerung der Zulagen würde 148 Millionen Euros bringen. Die Steuerlast für Familien mit Kindern würde um 11,6% steigen! Wenn auch noch der Kinderbonus versteuert wird, würde die Steuerlast um 15,4% steigen! Abgesehen davon, dass dann jeder Haushalt mit Kindern

eine Steuererklärung machen müsste.

Kleiner Haushalt, hohe Kosten

Eine andere Piste, die Corinne Cahen angedacht hat, ist das Ausbezahlen eines einheitlichen Betrags für jedes Kind. Der Betrag für ein Kind liegt zurzeit bei 185 Euros monatlich, 220 Euros für das zweite Kind und bei 305 Euros für das fünfte Kind! Diese progressive Steigerung wurde eingeführt zur Zeit des Calot-Berichts, der behauptete die Luxemburger seien vom Aussterben bedroht! Die natalistische Politik hatte allerdings eine sehr geringe bis gar keine Wirkung. Bei einer einheitlichen Zahlung würde jetzt natürlich der geringste Betrag ausbezahlt werden, was dann eine Ersparnis von 125 Millionen Euros jährlich ausmachen würde.

Die Familienzulagen machen einen nicht unerheblichen Teil des Einkommens aus, besonders von Geringverdienern. Sie zu kürzen heißt für Familien mit Einkommen bis zu 2.500 Euros ein bedeutender Einkommensverlust.

In der Tat sollte man für jedes Kind Zulagen in gleicher Höhe bekommen, in einer Höhe, die sich an den realen Kosten der Ausgaben für das Kind orientiert, im Sinne einer Verbesserung der Chancengleichheit.

Des Weiteren sollten die Zulagen wieder indexiert werden, damit sie mit der allgemeinen Teuerung Schritt halten.
Finanzieren kann man dies über die Wiedereinführung der Beiträge für die Betriebe und deren Erhöhung. Dies kann zum Beispiel durch eine generelle Aufhebung der Beitragsdecke geschehen, die bei dem fünffachen Mindestlohn liegt, im Sinne der sozialen Gerechtigkeit. Denn der jährliche Bericht der IGSS belegt auch, dass die Beitragslast verhältnismäßig höher ist bei kleinen Einkommen als bei hohen Einkommen.

Prostitution – Legalisieren oder verbieten?

Dieses Dilemma findet man in den meisten kontroversen Diskussionen um die Prostitution wieder. Neu entfacht ist die Debatte in Deutschland mit einer Kampagne von Emma und einem « Appel gegen die Prostitution ». In Frankreich ist das « schwedische Modell » als Gesetzesänderung in der Diskussion. In Luxemburg fordert der nationale Frauenrat ein Gesetz nach dem schwedischen Modell.
Alice Schwarzer will dieProstitution verbieten, weil es sich um Sklaverei handelt. Sie vergleicht sie auch gerne mit Pädophilie: « … Deutschland … toleriert, ja fördert diese moderne Sklaverei (international « White slavery » genannt). Die Reform des Prostitutionsgesetzes 2002, die angeblich den geschätzt 700.000 Frauen (Mittelwert) in der Prostitution nutzen sollte, trägt die Handschrift der Frauenhändler und ihrer LobbyistInnen. Seither ist Deutschland zu Europas Drehscheibe für Frauenhandel und zum Paradies der Sextouristen aus den Nachbarländern geworden. Ein deutscher Sonderweg. Selbst die Niederlande rudern zurück. Die skandinavischen Länder haben schon vor Jahren die Ächtung und Bestrafung der Freier eingeführt. Und Frankreich und Irland sind im Begriff, es ihnen nachzutun. »

Das deutsche Gesetz hat die Prostitution als sexuelle Dienstleistungen als Erwerbsarbeit 2002 legalisiert, wodurch Verträge zwischen Sexarbeiterinnen und ihren Kunden

Rechtsgültigkeit erhielten. Durch die Möglichkeit einer sozial versicherten Beschäftigung sollten die Frauen sozial integriert werden. Das hat dann auch dazu geführt, dass in Bordellen ausbeuterische « Flatrates » eingeführt wurden, die die große Koalition jetzt verbieten will. Das Gesetz jedoch als Machenschaft von Frauenhändlern zu erklären geht sehr weit und spricht außerdem den Frauen, die sich prostituieren jede eigenständige Meinung ab, da sie, wenn sie ihre Arbeitsbedingungen verbessern wollen ja doch nur für ihre Zuhälter sprechen!

De fakto Illegalität

In Schweden wiederum formuliert das Gesetz von 1999 eine Maßnahme gegen Gewalt an Frauen. Es sieht vor, dass nur die Freier – mit einer Geld- oder Freiheitsstrafe von einem Jahr – sanktioniert werden, nicht jedoch die Frauen. Dennoch treibe das Gesetz die Prostituierten de fakto in die Illegalität. Verschärfung finde dieser Umstand darin, dass auch das Vermieten oder zur Verfügung stellen von Räumen zur Prostitution verboten wurde, und die Einnahmen der Sexarbeiterinnen zwar steuerpflichtig wurden, aber weiterhin als « unehrenhaft » gelten.

Der auf die Initiative von Emma folgende « Appel für die Prostitution » des « Berufsverbandes sexuelle und erotische Dienstleistungen » ließ nicht lange auf sich warten. « Prostitution ist keine Sklaverei. Prostitution ist eine berufliche Tätigkeit, bei der sexuelle Dienstleistungen gegen Entgelt angeboten werden. Ein solches Geschäft beruht auf Freiwilligkeit. Gibt es keine Einwilligung zu sexuellen Handlungen, so handelt es sich nicht um Prostitution. Denn Sex gegen den Willen der Beteiligten ist Vergewaltigung. Das ist auch dann ein Straftatbestand, wenn dabei Geld den Besitzer wechselt. »

Die « Gegenpetition » stellt konkrete Forderungen: Beteiligung von SexarbeiterInnen an politischen Prozessen, keine Ausweitung der Polizeibefugnisse, keine staatliche Überwachung

oder Einschränkung der bürgerlichen Freiheiten, keine Kriminalisierung der KundInnen, Aufklärung statt Verbote, zum Beispiel in Form von geförderten Weiterbildungsmaßnahmen für SexarbeiterInnen, Kampagnen gegen Stigmatisierung von Prostituierten sowie Bleiberechten und umfassender Unterstützung für Betroffene von Menschenhandel.

Noch ein Knackpunkt in den Diskussionen. Für Emma und Co gibt es keine « freiwillige » Prostitution. Das ist alles eine Chimäre. Frauenhandel, Drogenprostitution, Straßenstrich, freiwillige Prostitution, alles dasselbe. Es ist also falsch, laut Emma, einen Unterschied zu machen zwischen Zwangsprostitution und der Prostitution, denen Frauen nachgehen, die dies als Beruf sehen und damit ihr Auskommen haben, ohne Zuhälter … Das « System Prostitution » gehört abgeschafft!

« Ungefragt über ihre Köpfe zu bestimmen und ein Verbot zu verhängen, das ist zutiefst unfeministisch. »
Geld spielt natürlich eine große Rolle in der Diskussion. Sich für « sexuelle Dienstleistungen » bezahlen zu lassen ist für manche Frauen lukrativer als ein Job in der Kasse des Supermarktes, oder in einem anderen Beruf, wo außerdem auch sexuelle Übergriffe auf der Tagesordnung stehen. Die Diskussion um die Prostitution muss die Diskussion um die allgemeine Lage der Frauen in der Arbeitswelt mit in Betracht ziehen. Frauen sind in schlecht bezahlten Berufssparten und in den unteren Rängen der Arbeitshierarchien zu finden. Wenn eine Frau Karriere macht, wird hinter der Hand gemunkelt, sie hat sich « hochgeschlafen ». Frauen sind es, die mehrheitlich sexuelle Belästigung am Arbeitsplatz erfahren bis hin zur Vergewaltigung. Solange diese Missachtung der Würde der Frauen am Arbeitsplatz und in der Gesellschaft andauert ist es scheinheilig, Prostitution verbieten zu wollen.

Die eine wie die andere Position, Legalisierung oder Verbot, werden im Namen des Feminismus vertreten. Es gibt gute Gründe für die eine wie für die andere Position. In der europäischen

Union gibt es sehr unterschiedliche Gesetzgebungen. Um endlich Licht in diesen Dschungel an widersprüchlichen Gesetzen zu bringen, wäre eine juristische Harmonisierung in ganz Europa wünschenswert, wobei der Fokus auf Liberalität liegen sollte, meinten Expertinnen, die sich am 5. November zu einem Podiumsgespräch in Wien trafen. Denn das Verbot dient den Frauen nicht. Das schwedische Modell habe viele Mängel. Die Abschaffung der Prostitution sei eine Illusion, es ginge auch um die Existenzsicherung dieser Frauen. Müsste nicht vielmehr überlegt werden, wie die Diskriminierungen bei Einkommen und Karriere abgeschafft werden, und auf welche Weise sonst noch Gleichstellung zu erreichen sei. Vielleicht werden sich dann Frauen in Zukunft nicht mehr prostituieren. Natürlich ist Prostitution Ausdruck patriarchaler Machtstrukturen. Dennoch müsse man die Frauen selbst entscheiden lassen, wenn sie dieser Tätigkeit nachgehen wollen. Ungefragt über ihre Köpfe zu bestimmen und ein Verbot zu verhängen, das ist zutiefst unfeministisch. Freie, sexuelle Entfaltung aller Menschen die sich nicht für Sex bezahlen lassen, sondern ihn genießen mit wem und wann sie wollen, dass ist Zukunftsmusik und wird wohl erst mit der Abschaffung des Geldes stattfinden können, in einer Gesellschaft wo es keine Diskriminierungen mehr gibt.

Quelle: www.diestandard.at